

# « Mesures et démesure de la pauvreté : Qui sont les pauvres ? Quelles politiques contre la pauvreté ? » compte-rendu de la séance avec invités

Charles BOSVIEUX

20 octobre 2005

Serge Paugam, sociologue et premier invité, était membre de la Commission « Familles, vulnérabilité, pauvreté ». Étienne Grass, le second invité, est rapporteur du rapport « Au possible, nous sommes tenus. La nouvelle équation sociale. », généralement appelé rapport Hirsch, et rédigé par cette commission. C'est ce dernier qui commence son intervention. Il y a aussi dans cette commission d'autres praticiens du social. On est parti avec l'idée qu'il fallait avoir une approche pluridimensionnelle de la pauvreté. En terme de téléchargement sur internet, le rapport Hirsch représente six fois le rapport Thélot (« Pour la réussite de tous les élèves : Rapport de la Commission du débat national sur l'avenir de l'École présidée par Claude Thélot. », 2004). Un rapport public sans support de communication n'a pas grand intérêt. C'est pourquoi un cédérom est joint au rapport. Ce rapport est plutôt une réussite : le Premier ministre a déclaré qu'il mettrait en oeuvre un certain nombre de préconisations du rapport.

Si on veut réduire la pauvreté, il faut obligatoirement des dépenses publiques et des dépenses sociales. On a beaucoup insisté sur la solvabilité de la demande. Si on fait des aides au logement sans construire de logement, l'action sociale est inefficace. En 1993, le gouvernement a décidé de boucler les aides au logement. Cela produit un effet : le prix du logement au mètre carré est plus élevé pour les pauvres que pour les classes moyennes. On ne peut rendre solvable la demande sans agir sur l'offre. Le passage d'une situation d'assistance à une situation d'emploi est rendu difficile, et c'est un point qui n'est pas assumé par les politiques publiques. Quand on dit qu'il faut arrêter les aides facultatives, on est pris pour quelqu'un d'anti-social. Tony Blair a proposé il y a cinq ans d'éradiquer la pauvreté des enfants d'ici à vingt ans.

La première piste du rapport est l'amélioration des aides à la personne. On voudrait fusionner les aides versées par la CAF et les aides versées pour la garde des jeunes enfants. La prime pour l'emploi est versée sous la forme d'un crédit d'impôt. Ce n'est pas une proposition nouvelle ; ce qui est nouveau, c'est de vouloir fusionner le tout. Le gouvernement a demandé à deux sénateurs de travailler sur un projet visant à faire fusionner les minima sociaux.

La deuxième piste concerne la reconstruction du service public. Le rapport prône la création d'un service public pour la petite enfance. C'est une volonté de moderniser le service public. On a une croissance exponentielle du nombre de personnes surendettées en France. Les personnes qui touchent des minima sociaux n'ont pas un accès facile au crédit. Ce que le rapport propose, c'est une sorte de CMU bancaire. Toutes ces banques devraient déclarer publiquement leur taux de casse pour qu'on puisse instaurer une pénalité pour les taux de casse trop élevés.

La troisième piste est l'expérimentation en matière sociale : Tony Blair a fait plusieurs expériences qui se sont avérées concluantes. On pourrait accorder des journées pour accomplir le service civil de

solidarité.

La parole est maintenant à Serge Paugam. La pauvreté est une prénotion, une notion du sens commun. Il ne faut donc pas prendre la pauvreté dans son sens courant. Dans chaque société, il y a une construction sociale et institutionnelle de la pauvreté. Cela nous conduit à nous interroger sur l'expérience vécue de la pauvreté. Il y a une honte et une humiliation à être assisté. Avec la pauvreté, on est sur une assiette mentale dure. Ce qu'il faut examiner, c'est aussi la plus ou moins grande intensité des liens sociaux. Le premier lien est le lien de filiation. Le second est le lien de participation élective, qui fait que les individus entrent dans des réseaux de connaissance. Les formes de solidarité organique signifient que les individus se rattachent les uns aux autres par la complémentarité de leur fonction. Les agents sociaux ont ainsi l'impression d'appartenir au groupe par le travail. Le dernier lien est le lien de citoyenneté. La citoyenneté protège car nous sommes tous des êtres vulnérables. Il y a une dimension de reconnaissance dans toutes les formes du lien social. Le système français de sécurité sociale n'est absolument pas redistributif. Les pays où il y a le plus de redistribution et le plus de dépenses sociales sont aussi les pays où il y a le moins de pauvres. L'idée, c'est de toucher la dimension symbolique du vivre-ensemble. On ne doit pas perdre la dimension nationale de la lutte contre la pauvreté. Le chômage, c'est une rupture statutaire ; mais l'exclusion, c'est aussi une rupture affective. On observe une corrélation entre la rupture statutaire et la rupture affective. Le chômage a bien un effet sur la rupture affective : la perte d'emploi bouleverse l'identité personnelle. Ce que les chercheurs doivent interroger, c'est la dimension cumulative des ruptures. L'objectif serait de faire une anthropologie du lien social. Les sociétés comme la France sont des sociétés très fragiles. Ce qui a le plus d'impact sur la natalité, c'est l'offre sur le mode de garde. C'est ce que montre un rapport de l'OCDE. Même quand on va vers le plus absolu, c'est toujours relatif. Aller dans ce sens, c'est prolonger l'approche substantialiste de la pauvreté.